Ecrit pour notre journal La Gauche il y a près de 20 ans, cet article d'Ernest Mandel - l'un des plus grands économistes marxistes de la seconde moitié du XXe siècle - garde une surprenante actualité aujourd'hui, à l'heure où la crise gonfle les déficits publics et aiguise les contradictions au sein de l'Union européenne, contradictions inhérentes au système capitaliste. (LCR-Web)

C'est l'économiste anglais John Maynard Keynes qui a mis à l'ordre du jour l'usage du déficit budgétaire comme moyen de combattre la crise économique et le chômage. Cette idée a été partiellement reprise par le mouvement ouvrier organisé de nombreux pays sous la forme de la

relance économique par d'importantes dépenses dans le domaine des travaux publics. Ce fut le cas de la Belgique avec le Plan du Travail du POB dans les années trente.

D'un point de vue théorique, augmenter la demande globale (le pouvoir d'achat totalement disponible) dans un pays donné facilite la relance économique aussi longtemps qu'il y a des capacités de production non utilisées disponibles: chômeurs, réserves de matières premières, machines qui ne tournent pas à plein temps, etc. Ces ressources non utilisées sont en quelque sorte mobilisées par le pouvoir d'achat supplémentaire qui résulte du déficit budgétaire. Ce n'est que lorsque ces réserves sont épuisées que le déficit budgétaire débouche fatalement sur l'inflation.

Mais il y a anguille sous roche. Pour que le déficit budgétaire ne génère pas l'inflation bien avant que le plein emploi ne soit atteint, il faut que les impôts directs augmentent dans la même proportion que les revenus. Or, la bourgeoisie préfère souscrire à des emprunts d'Etat plutôt que de payer des impôts: les premiers rapportent, les seconds non. L'évasion fiscale est un phénomène universel en société bourgeoise au XXe Siècle. Dès lors, le déficit budgétaire s'accompagne pratiquement toujours d'un développement de la dette publique.

Le service de cette dette occupe une place croissante dans les dépenses publiques. Il tend à accroître le déficit budgétaire sans aucun effet bénéfique sur l'emploi. Au contraire: comme les salarié(e)s payent tout l'impôt dû, retenu à la source, la croissance de la dette publique implique une redistribution du revenu national aux dépens des salariés et au profit de la bourgeoisie.

Keynes l'admet d'ailleurs assez cyniquement. Selon lui, les salarié(e)s et les syndicats seraient plus sensibles à une réduction des salaires nominaux et des prestations de sécurité sociale qu'à une réduction effective des salaires réels nets, accompagnée d'une augmentation des salaires nominaux (cette vision est largement contestable depuis les dernières décennies). Mais l'accroissement des revenus des capitalistes ne stimule-t-il pas les investissements et donc l'emploi? C'est la thèse des partisans de la "relance par l'offre", adversaires de Keynes dans les années trente et fort influents sous Reagan et Mme Thatcher.

De nouveau, il n'y a rien d'automatique à cela. L'argumentation de Keynes à ce propos est convaincante. Les capitalistes ne sont pas obligés d'investir leurs revenus supplémentaires dans la production. Ils peuvent préférer les thésauriser ou les utiliser à des fins purement spéculatives. Même quand ils investissent, il peut s'agir d'investissements de rationalisation qui suppriment des emplois plutôt que d'en créer.

C'est que les capitalistes ne travaillent pas dans "l'intérêt général". Ils agissent pour augmenter au maximum leurs profits. Ce comportement aboutit justement à l'accroissement périodique du chômage et aux crises économiques plus ou moins longues. Au cours de ces crises, la masse et le taux du profit chutent. La restauration du profit est dès lors la priorité absolue pour la bourgeoisie. L'accroissement du taux d'exploitation des salarié(e)s - en termes marxistes: le taux de la plus value - est le moyen de choix pour arriver à cette fin. La politique d'austérité est partout à l'ordre du jour. Déflation "monétariste" et inflation keynésienne ne sont que deux variantes de cette même orientation fondamentale.

Un bilan historique incontestable

Le bilan historique de la politique keynesienne est d'ailleurs fort net. L'expérience la plus prometteuse, celle du New Deal de Roosevelt, s'est soldée par un échec cuisant. Malgré l'essor des dépenses publiques, elle a débouché sur la crise de 1938, avec plus de 10 millions de chômeurs aux Etats-Unis. Ce n'est que l'économie de réarmement accéléré qui élimina le chômage massif. Ceci confirme le diagnostic de Rosa Luxemburg, qui vit dans l'économie d'armement le "marché de substitution" par excellence à l'époque impérialiste.

C’est l'ampleur des dépenses d'armements aux Etats-Unis qui servit d'ailleurs après 1948 comme moteur d'expansion de l'économie capitaliste internationale dans son ensemble. Elle sous-tend "l'onde longue expansive" de cette économie, au prix d'un déficit budgétaire et d'une inflation permanents.

L'autre stimulant principal de l'expansion fut le gonflement énorme du crédit, c'est-à-dire de l'endettement, celui des grandes firmes et celui des ménages les moins pauvres. Comme nous l'avons dit et redit maintes fois, l'économie capitaliste a flotté vers l'expansion sur un océan de dettes. Rien que la dette libellée en dollars atteint actuellement la somme astronomique de 10.000 milliards de dollars, dont la fameuse "dette du tiers-monde", qui concerne plus de 50% des habitant(e)s de la planète, ne représente qu'à peine 15%.

L'explosion de l'endettement représente également un marché de substitution. Il crée un pouvoir d'achat supplémentaire qui permet d'amortir les effets des contradictions internes du capitalisme. Mais cet effet d'amortissement est limité dans le temps. L'heure de la vérité est retardée, mais pas indéfiniment. L'endettement croissant nourrit inévitablement l'inflation. A

partir d'un certain seuil, celle-ci commence à étrangler l'expansion au lieu de la stimuler. Cela précipite le retournement de "l'onde longue expansive" en "onde longue dépressive", qui se dessine dès la fin des années '60, le début des années '70.

Il y a d'ailleurs quelque chose d'irréel dans l'opposition développée par les dogmatiques du néo-libéralisme entre la politique dite de "l'offre" et la politique dite "de la demande" par la voie du déficit budgétaire. Jamais le déficit budgétaire n'a été aussi élevé que sous ce champion du néo-libéralisme qu'affirma être Ronald Reagan. La même remarque s'applique dans une large mesure à Mme Thatcher. Ils ont été des praticiens d'un néo-keynésianisme à tout rompre, même s'ils ont fait des professions de foi en sens inverse.

Le véritable débat ne concernait pas l'ampleur du déficit budgétaire mais bien sa destination. Quelles classes sociales ou sous-fractions majeures des classes sociales en profiteraient, avec quels résultats pour l'ensemble de l'économie et de la société?

A ce propos aussi, les données empiriques sont indiscutables. Le néo-keynésianisme de Reagan et de Mme Thatcher, associé aux impératifs dits "monétaristes" (stabilité monétaire à tout prix) a brutalement renforcé partout l'offensive d'austérité du Grand Capital. On a réduit les dépenses sociales et les dépenses d'infrastructure. On a gonflé aux USA, en Grande-Bretagne et dans une moindre mesure au Japon et en Allemagne, les dépenses d'armement. On a accru les subsides aux entreprises privées. On a accru l'inégalité sociale. On a stimulé l'extension du chômage. Celui-ci est passé de 10 à 50 millions sinon davantage dans les pays impérialistes. Il a atteint sinon dépassé 500 millions dans le "tiers-monde".

Les effets sociaux globaux ont été encore plus désastreux. Les cours d'économie du développement enseignés dans toutes les Universités du monde affirment à juste titre que les investissements les plus productifs à long terme sont ceux dans l'enseignement, dans la santé publique, dans l'infrastructure. Mais les dogmatiques du néo-libéralisme oublient cette sagesse élémentaire quand ils abordent les problèmes des finances publiques sous l'angle de l'"équilibre" à rétablira tout prix. Ils sabrent de préférence dans les dépenses d'enseignement, de santé publique et d'infrastructure, avec des effets désastreux à terme, y compris sur la productivité.

Est-ce à dire que socialistes et humanistes doivent quand même donner la préférence au keynésianisme traditionnel, qui débouche sur des variantes diverses du "Welfare State" par rapport au cocktail empoisonné du monétarisme et du néo-keynésianisme qu'on nous sert

actuellement?

La réponse semble couler de source. Nous devons cependant la moduler. Le keynésianisme traditionnel implique des formes diverses d'exercice et de partage du pouvoir dans le cadre de la société bourgeoise. Cela aboutit toujours à des formes diverses de "contrat social" et de consensus avec le Grand Capital fondé sur ce qui est acceptable par ce Grand Capital, c'est-à-dire de "consensus" à sens unique ("socialisme gestionnaire"). A cela nous opposons la priorité absolue à la défense des intérêts immédiats des salarié(e)s et des objectifs valables des « nouveaux mouvements sociaux » (écologistes, féministes, pacifistes, de solidarité avec le tiers-monde). Cela réclame le maintien (ou la reconquête) de l'indépendance politique de classe des salarié(e)s.

Par ailleurs, le keynésianisme traditionnel en tant que moindre mal par rapport à la politique de déflation n'a de sens que s'il débouche sur la réduction rapide et radicale du chômage. Or, dans les conditions actuelles, le néo-keynésianisme aboutit à l'accroissement du chômage et de la marginalisation de secteurs croissants de la population. Il n'empêche en rien la réalisation du dessein bourgeois de la "société duale", de division institutionnalisée de la classe des salariés, de dégradation et de démoralisation croissantes d'un secteur de celle-ci. Par la dépolitisation et le désespoir que celles-ci nourrissent, un bouillon de culture est créé pour le développement de l'extrême droite néo-fasciste".

Le poids des multinationales

Le « capitalisme tardif » est par ailleurs marqué par une concentration et centralisation internationales du capital sans commune mesure avec le passé. Les sociétés multinationales sont devenues la forme d'organisation principale du Grand Capital. Moins de 700 d'entre elles dominent de larges parties du marché mondial. Devant la toute puissance des multinationales, l'Etat-nation traditionnel est de moins en moins capable d'appliquer dans les faits une politique économique cohérente et efficace.

Certes, les multinationales ne sont point la seule forme de grande entreprise. A côté d'elles subsistent des trusts essentiellement "nationaux", ainsi que des entreprises publiques ou semi-publiques, dans des proportions diverses dans divers pays. Le rôle économique de l'Etat-nation n'est donc pas réduit à zéro. Mais il faut reconnaître quelle est la tendance fondamentale à long terme. Celle-ci va dans le sens d'un déclin graduel (pas total et pas immédiat) de l'efficacité de l'interventionnisme économique par l'Etat national. L'offensive

idéologique du néo-libéralisme est dans une large mesure le produit et non la cause de cette évolution.

Face à la montée des multinationales, l'Etat national n'est plus un instrument économique adéquat pour la bourgeoisie. Mais celle-ci a besoin de l'Etat à des fins d'autodéfense. Elle a besoin de l'Etat pour défendre ses intérêts particuliers par rapport à ses concurrents étrangers. Elle a besoin de l'Etat pour amortir le choc des crises économiques et sociales. Elle a besoin de l'Etat à des fins de répression en cas de crises socio-politiques explosives.

Dans la mesure où l'Etat-nation la sert moins, elle cherche donc à lui substituer des institutions supranationales. Mais pour que celles-ci acquièrent un véritable caractère étatique, il faut surmonter d'importants obstacles politiques, culturels, idéologiques. Ceci s'avère beaucoup plus compliqué qu'originellement prévu.

Du même fait, l'unification de l'Europe capitaliste reste suspendue à mi-chemin entre une confédération vague d'Etats souverains (zone de libre-échange), et une fédération européenne à caractère réellement étatique, avec une monnaie commune, une banque centrale commune, une politique industrielle et agricole commune, une armée et une police communes, le tout représenté par un vrai gouvernement commun. Les institutions résultant de l'Acte Unique ou des accords de Maastricht reflètent bien ce caractère hybride. Il s'agit d'institutions pré-étatiques, semi-étatiques, non réellement étatiques. Le véritable pouvoir reste entre les mains du conseil des ministres, c'est-à-dire des douze gouvernements associés. Les véritables abandons de souveraineté sont très limités. La disparité des situations nationales y est évidemment pour beaucoup.

Ni repli protectionniste, ni euphorie européenne

Les accords de Maastricht imposent aux Etats qui participent de plein droit à l'Europe Unie une réduction du déficit budgétaire à 3% du produit intérieur brut à des fins de stabilité monétaire. Il y a peu d'Etats qui atteindront ce but en 1996, voire en 1997 ou 1998. Ira-t-on vers une Europe Cinq (Allemagne, France, Bénélux)? Tout le mécanisme semble enrayé. A cela s'ajoute une bombe à retardement: les effets à moyen terme de ladite "stabilisation budgétaire" sur la conjoncture économique et notamment sur l'emploi. Selon une note confidentielle de l'OCDE, ceux-ci seront très néfastes.

Le seul fait que Maastricht implique une aggravation de la politique d'austérité suffit déjà pour que le mouvement ouvrier et la gauche non respectueuse rejettent ces accords. Mais il s'agit de ne pas être dupe. En réalité, Maastricht, sous couvert de "rigueur budgétaire", n'offre qu'une simple excuse pour la poursuite et le durcissement d'une politique d'austérité à laquelle tous les gouvernements concernés s'étaient déjà engagés. C'est cette politique qu'il faut viser, au-delà des seuls accords de Maastricht. C'est dire que l'opposition à Maastricht ne doit point prendre la forme d'un repli protectionniste et nationaliste.

Celui-ci nous laisserait Grosjean comme devant, confrontés avec la même politique d'austérité. Il lui apporterait même une "justification" idéologique supplémentaire: la défense de la souveraineté nationale. N'est-ce pas sous le prétexte de défendre la "capacité de concurrence nationale", celle de "notre" industrie, que les directions du PS et du SP se sont engagées dans la voie de la politique d'austérité, sous Martens VI et sous Dehaene?

Face à l'internationalisation croissante du Capital et au pouvoir croissant des multinationales, il n'y a, au fond, que deux stratégies concevables pour les salarié(e)s et les activistes des nouveaux mouvements sociaux. La première est celle de la collaboration de classe avec sa propre bourgeoisie, contre "les" Allemands, "les" Britanniques, "les" Espagnols (ailleurs, c'est "les" Japonais, voire "les" Mexicains), patrons et salarié(e)s confondus. Ce n'est pas seulement idéologiquement réactionnaire, nourrissant le chauvinisme, l'égoïsme à courte vue, la xénophobie, voire le racisme. C'est aussi une politique de Gribouille.

Comme les multinationales trouveront toujours un pays où les salaires sont plus bas, les conditions de travail plus dures, les libertés démocratiques plus restreintes, s'engager dans cette voie-là, c'est s'engager dans une spirale déclinante des revenus, des conditions de travail et des libertés. C'est aller vers une "égalisation" par le bas.

La seconde, et la seule efficace, c'est celle d'une collaboration des salarié(e)s de tous les pays et de leurs alliés contre les patrons de tous les pays, dans le but de maintenir tous les acquis, et de ramener par étapes les salaires, la sécurité sociale, les conditions de travail des salarié(e)s des pays défavorisés vers ceux des pays les mieux lotis. C'est la logique de l'égalisation par le haut.

Coordonner la riposte internationale

Certes, au sein des institutions européennes, des nuances opposent les protagonistes du « centre-gauche » aux partisans du « centre-droit ». Les disputes autour de la « charte sociale européenne » en témoignent. A ce propos, nous ne prônons évidemment pas la politique du pire. Mais nous constatons que les uns et les autres défendent la politique d'austérité.

Nous ne nous opposons donc pas à Maastricht et à l'Europe des trusts au nom d'une priorité à l'action politique dans le cadre de l'Etat-nation. Nous visons à long terme les Etats-Unis socialistes d'Europe, voire la Fédération socialiste mondiale, d'ailleurs seul cadre adéquat pour résoudre les problèmes brûlants de l'humanité.

Nous favorisons toutes les initiatives qui facilitent la prise de conscience de la nécessité d'une action commune des salarié(e)s à l'échelle européenne dans le domaine politique. Nous sommes de même en faveur de tout ce qui favorise une protection commune des salarié(e)s à l'échelle européenne, surtout des plus défavorisé(e)s d'entre eux.

Mais nous savons que nous n'établirons pas dans un avenir prochain les Etats-Unis socialistes d'Europe, étant donné les rapports de forces existants. C'est pourquoi nous accordons la priorité à la défense intransigeante des intérêts immédiats, économiques et politiques des masses, dans le cadre européen comme dans le cadre national.

La priorité est à l'action de masse extra-parlementaire. Cette priorité n'implique aucun rejet d'initiatives de législation, ni au sein des parlements nationaux, ni au sein du parlement croupion européen. Elle comporte en plus une dimension morale décisive ; la reconquête par le mouvement ouvrier, par les salarié(e)s et leurs alliés, du principe de solidarité admirablement exprimé par la devise du syndicalisme américain : « an injury to one os an injury to all » - porter atteinte à l'un ou l'autre d'entre nous, c'est porter atteinte à tous et toutes.

Ernest Mandel, La Gauche n°14, 12/08/1992